



Projet d'adaptation de la pratique LTVA

Thème : Attestation d'entreprise

Info TVA 18 Procédure de remboursement

Remarque :

Projet du 24.10.2025 avant la prise de position de l'organe consultatif.

Les textes de la pratique en vigueur se trouvent sous les liens ci-dessous :

<https://www.gate.estv.admin.ch/mwst-webpublikationen/public/IT/18/1-1.4>

Abréviations et acronymes

Le texte de la précision de la pratique ci-dessous correspond à celui qui figure à partir du 21 juin 2022 sur le [site Internet de l'AFC](#).

Pour plus de clarté, les nouveaux textes sont signalés en vert et soulignés. Les textes supprimés ~~sont signalés en rouge et biffés~~.

Info TVA 08 Procédure de remboursement

1.4 Attestation de la qualité d'entrepreneur par l'autorité fiscale étrangère

Le requérant doit prouver à l'AFC sa qualité d'entrepreneur au moyen d'une attestation de l'autorité fiscale étrangère du pays où il a son domicile, son siège social ou des établissements stables ([art. 151, al. 1, let. d, OTVA](#)).

Cette attestation doit être valable pour la période de dépôt de la demande de remboursement ([cf. ch. 3.1](#)).

La plupart des autorités fiscales utilisent à cette fin leurs propres formulaires préimprimés qui contiennent les indications correspondantes.

Dans la mesure où la réciprocité est accordée et que le pays connaît un système de TVA ([cf. Liste des pays](#)), il est indispensable que l'attestation d'entreprise :

- confirme que le requérant est inscrit au registre des assujettis à la TVA durant la période pour laquelle le remboursement de la TVA est demandé, ou
- indique la date à partir de laquelle le requérant est inscrit au registre des assujettis à la TVA.

Dans la mesure où la réciprocité est accordée et que le pays ne connaît pas un système de TVA ([cf. Liste des pays](#)), il est indispensable que l'attestation d'entreprise :

- confirme le statut d'entrepreneur du requérant durant la période pour laquelle le remboursement de la TVA est demandé, ou
- indique la date à partir de laquelle le requérant a le statut d'entrepreneur.



Si les conditions susmentionnées ne sont pas remplies, l'AFC ne traitera pas la demande ni remboursera la TVA suisse.

Précision de la pratique ([cf. Info TVA Pratiques de l'AFC: applicabilité temporelle](#)).